



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Justice

Luxembourg, le 23.12.2019
Réf. N° QP-122/19

Monsieur le Ministre
aux Relations avec le Parlement
p.a. Service Central de Législation
L-2450 Luxembourg

Objet : Question parlementaire n°1501 du 20 novembre 2019 de l'honorable Député Laurent Mosar

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire tenir en annexe notre réponse à la question parlementaire sous rubrique.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération distinguée.

Sam TANSON
Ministre de la Justice

Réponse commune de Madame la Ministre de la Justice Sam TANSON, de Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure François BAUSCH et de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes Jean ASSELBORN à la question parlementaire n° 1501 du 20 novembre 2019 de Monsieur le Député Laurent MOSAR au sujet de la traite des êtres humains

Faisant suite à l'accord de coalition du Gouvernement 2018-2023, le « Comité de suivi de lutte contre la traite des êtres humains », présidé par le ministère de la Justice, s'engage dans la lutte contre la traite des êtres humains sous toutes ses formes (prostitution, travail forcé, mendicité forcée...) et compte renforcer les efforts nationaux et internationaux afin de combattre ce fléau, tel que nous l'avions déjà invoqué dans notre réponse à la question parlementaire n°1455 de l'honorable députée Madame Françoise Hetto-Gaasch.

Le comité de suivi est composé de représentants des ministères directement concernés par le phénomène, de représentants des autorités judiciaires, de la Police et des services d'assistance aux victimes de la traite. Il a pour mission la mise en place du suivi et de la coordination des activités de prévention et de l'évaluation du phénomène de la traite. Le comité consacre en outre ses efforts à la sensibilisation du public sur ce phénomène souvent méconnu.

Une campagne d'information et de sensibilisation sur le phénomène de la traite des êtres humains a été lancée au mois de décembre 2016 qui se veut durable, avec un message universel dont l'objectif est double : il s'agit de sensibiliser le grand public et de l'informer sur les différentes formes que la traite des êtres humains peut revêtir (dont la mendicité forcée), afin de changer son regard et d'accroître la prise de conscience du phénomène de la traite dans la réalité quotidienne des citoyens.

En octobre 2019, le Luxembourg a décidé de se joindre à l'initiative de l'EUCPN (European Crime Prevention Network) pour lancer une campagne de prévention contre la traite des êtres humains qui a cette-fois ci pour objectif d'informer les victimes ou victimes potentielles sur leurs droits au niveau européen, où trouver de l'aide, de la protection et de l'information.

La campagne cible les victimes et victimes potentielles, car très souvent les victimes de la traite ne sont pas conscientes qu'elles sont victimes d'une infraction et ne se manifestent pas. À travers une campagne d'affichage et sur les réseaux sociaux, le message est diffusé en plusieurs langues et à des endroits très précis (gares, arrêts de bus, services d'assistance et d'accueil etc.) afin d'atteindre directement les populations vulnérables.

Il y a lieu de mentionner que la diffusion se fait aussi via les sites facebook et web « stoptraite.lu », créés il y a quelques années dans le contexte de la première campagne de sensibilisation à destination du grand public. De telle manière cette campagne est également reconduite.

Une brochure à destination des victimes potentielles est sur le point d'être finalisé. Elle contiendra les informations en plusieurs langues (dont l'arabe, le chinois, l'albanais etc.) et sous forme de pictogrammes et sera distribuée largement.

Tel que déjà invoqué, une approche proactive de l'ensemble des acteurs impliqués dans l'identification des victimes de la traite doit être adoptée.

Cette approche se traduit notamment par la formation des personnes sur le terrain impliquées dans la détection et l'identification des victimes de la traite.

Concernant les formations, depuis 2016, l'Institut de l'administration publique (INAP) propose une formation de base en matière de traite des êtres humains qui est accessible à tout fonctionnaire et employé de l'Etat et une formation approfondie. Des formations « sur mesure » sont également proposées.

Les policiers, magistrats spécialisés concernés, y compris du siège, et les travailleurs des ONG suivent régulièrement des formations spéciales.

Les formations suivies par les policiers permettent une détection plus efficace de victimes potentielles.

Des contrôles d'endroits ou de personnes pouvant faire l'objet de traite des êtres humains sont effectués de manière régulière par la Police Grand-ducale.

Il est cependant difficile d'apprécier objectivement l'effort de la Police dans la lutte contre la traite des êtres humains en général et celle aux fins de mendicité forcée en particulier. D'une part, les statistiques des procès-verbaux de la Police ne sont pas détaillées à tel point, et d'autre part, la Police ne peut travailler qu'avec les données qu'elle est autorisée à collecter.

Les catégories d'infraction susceptibles d'être en relation avec le sujet de la question parlementaire sous rubrique sont libellées en deux entités distinctes, à savoir celle de la mendicité punissable et celle du trafic d'êtres humains. Celles-ci renseignent pour les années de 2017 à 2019 (données saisies jusqu'au 1^{er} décembre 2019), les chiffres suivants :

	2017	2018	2019	Total
Mendicité	7	21	8	36
Trafic d'êtres humains	1	3	3	7
Total	8	24	11	43

Toutefois, tout fait constaté et susceptible de constituer une violation des dispositions du code pénal en matière de traite des êtres humains donne lieu à une enquête judiciaire.
